

Quand le Rwanda est au cœur du Loiret...

Les conseillers généraux, toutes tendances réunies, ont vivement réagi aux commentaires de « Gauche Alternative », critiquant la coopération du département avec le pays africain.

ORLÉANS. — Réaction à la provocation. Ainsi pourrait-on résumer la première journée de session du conseil général. Les élus du Loiret ont, en effet, très vivement réagi aux affirmations et aux accusations de « Gauche Alternative » liées au jumelage avec le Rwanda (voir RC du 1^{er} mars). Le mouvement « Gauche Alternative » préfère, semble-t-il, la provocation à l'information. En témoin sa réunion, tenue à la salle Hardouineau d'Orléans le vendredi 26 février dernier. L'expérimenté Jean-Pierre Perrin-Martin, leader local du mouvement, avait convié le public à une conférence-débat animée par Jean Carbonare, représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme. En présence de trente personnes, parmi lesquelles Thierry Fandard, directeur de cabinet du conseil général, les débats auraient été pour le moins orientés. A titre d'exemple, le curé Alliot — exerçant son ministère à Boiscommun —, et « qui n'a jamais mis les pieds au Rwanda », fut des plus virulents à la tribune avant d'adresser un courrier à tous les conseillers généraux du Loiret, critiquant ouvertement les actions menées en faveur du pays africain.

Indignation générale

Un courrier accusateur qui a suscité de très vives réactions, hier, lors de l'ouverture de la session de printemps du conseil général. Les élus, de toutes tendances politiques, se sont émus de

pareille désinformation. Kléber Malécot fut le premier des douze intervenants : « De quel droit un homme d'église se permet-il d'introduire, auprès de la population du Loiret, le doute sur l'action menée par notre assemblée au Rwanda, de reprocher à une collectivité de venir en aide aux plus déshérités en permettant à des gens qui ont faim de subvenir à leurs besoins, en donnant à ceux qui ont froid des pull-overs pour se couvrir ? (...) Le jumelage-coopération décidé à l'unanimité par les élus du Loiret, mis en place avec la préfecture de Butare, se développe depuis plus de cinq ans, indépendamment des changements politiques et des luttes de partis. » Le communiste André Chêne poursuit : « Je suis en commu-

nion... d'idées avec votre propos. Nous savons la situation difficile traversée par ce pays ami. Quoi qu'il arrive, il faut poursuivre notre œuvre. » Pour les socialistes Roblin et Alaux, « l'action des coopérants du Loiret est appréciée de tous. Les cultures vivrières, la culture du

haricot se révèlent salutaires pour beaucoup de Rwandais. » Le RPR Michel Brisson, ex-aviateur, a connu l'abbé Alliot dans l'armée française durant la guerre d'Algérie : « Il se veut généreux, pacifiste. Qu'il nous explique les raisons de sa conversion, lui qui fut

officier de réserve et observateur de nos escadrilles. Il y a certes des chemins de Damas, mais tout le monde n'est pas saint Paul (...). Il est des curés détroqués méprisables. » Pour Pierre Frérot (divers droite), « notre action est juste et noble », alors que Jean-Charles

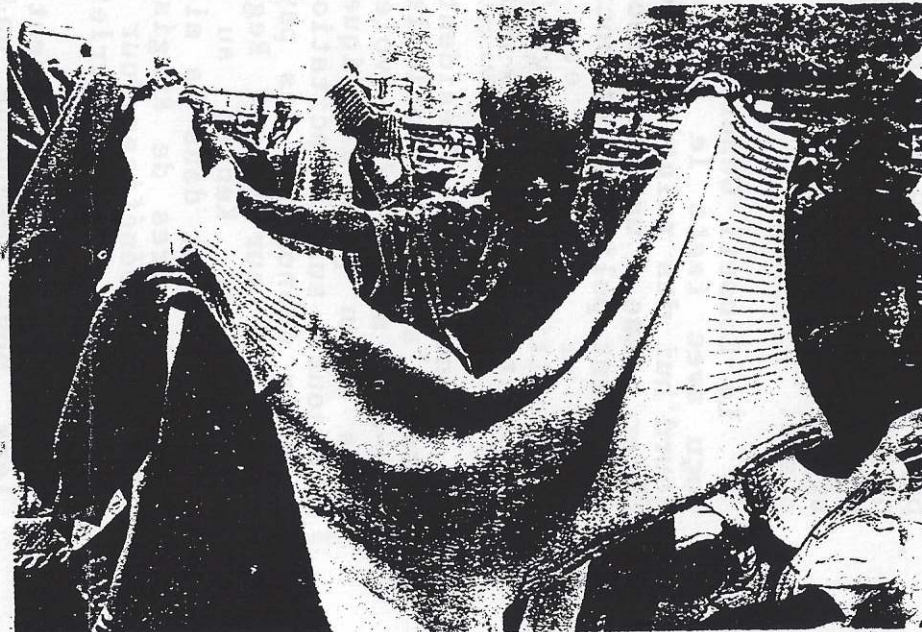
Paré estime que « ce ne sont pas les propos d'un petit curé de campagne égaré qui nous feront changer d'avis ».

Pour sa part, Jean-Louis Bernard (radical valoisien) a rappelé les liens totalement apolitiques qui existent entre l'hôpital d'Orléans et celui de Rwangéri. « Pour notre association "Orléans tiers-monde", nous avons toujours veillé à ce qu'elle ne soit pas récupérable politiquement. Une coprésidence assurerait un équilibre politique. A l'origine, Xavier de La Fourmière et moi-même assurions la présidence (...). Les propos de M. Alliot sont irresponsables et totalement indécents. » Le socialiste Guy Civil

adhère à cette déclaration, le CDJ Saillard incite à la compassion pour « la brebis égarée », Janine Rozier entend « pardonner à celui qui nous a offensés », alors que le RPR Doligé assure qu'il y a « ceux qui sauvent des vies avec les pull-overs et ceux qui soignent les âmes. Le Bon Dieu y reconnaîtra les siens ».

On ne peut taire la crise traversée par le Rwanda actuellement. Mais « Gauche Alternative » se discrédite aux yeux de tous les conseillers généraux en pointant un doigt accusateur sur le Loiret qui s'évertue à œuvrer pour le pays africain dans les domaines agricole, scolaire, hospitalier.

Philippe RAMOND.



Comment reprocher à une collectivité de venir en aide aux plus déshérités en donnant à ceux qui ont froid des pull-overs pour se couvrir ? (Photo d'archives.)

Jean Carbonare ou le « non-violent » boxeur

La carte de visite de Jean Carbonare : membre éminent de la Fédération internationale des droits de l'homme ayant passé 32 ans en Afrique. A ce titre, il était récemment l'invité d'émissions télévisées de nos confrères des chaînes publiques France 2 et de France 3 Centre. Tout comme il était l'hôte de la réunion de « Gauche Alternative » le vendredi 26 février à Orléans, où il s'est présenté au maigre public comme un « non-violent ».

Thierry Fandard, directeur de cabinet du président du conseil général, a (péniblement) pu intervenir à la tribune au cours de cette soirée pour donner ses vérités et répondre à Jean Carbonare : « Chacun sait que le Rwanda a connu des atrocités entre 1959 et 1963 : la guerre tribale a sévi : les Hutus

ont massacré plus de 300.000 Tutsis. Mais vous manquez de rigueur intellectuelle quand vous vous fiez à des images TV présentant des assemblés blanchis pour assurer qu'ils sont exhumés de charniers actuels. »

Un camouflet oral que Jean Carbonare n'a pas apprécié. Au sortir de la réunion, il a interpellé le directeur de cabinet : « Vous avez mis en doute mon honnêteté intellectuelle. » « Oui, et je persiste », devait ajouter Thierry Fandard qui se vit purement et simplement giflé par le « non-violent » de la Fédération internationale des droits de l'homme. Jean Carbonare s'est, immédiatement et à trois reprises, répandu en excuses devant une dizaine de témoins interloqués.

La République du Centre
10 mars 1993